

(N° 64.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. STANDAERT.

MESSEURS,

POLITIQUE GÉNÉRALE.

Depuis le jour, où sortie indépendante du cataclysme de la guerre, la Belgique cherche à panser ses blessures, deux problèmes dominant toute sa politique extérieure : la réparation des dommages causés et la sécurité de notre existence nationale dans l'avenir.

Le premier de ces problèmes est entré, enfin, dans sa phase définitive : accord final sur les indemnités revenant à la Belgique, exécution loyale et qui paraît sincère de cet accord et, par suite, abandon des mesures de coercition qui avaient été prises de concert avec la France pour amener l'Allemagne à s'acquitter de ses obligations.

L'occupation de la Ruhr prend fin; envisagée comme une nécessité après l'échec de quatre années d'une politique de modération et de temporisation, elle ne fut, après tout, nullement déficitaire au point de vue financier, mais l'opinion publique se réjouira de ce qu'elle prenne fin.

Ceux qui assumèrent la responsabilité de l'expédition de la Ruhr n'ont cessé de

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4v (1924-1925.)

(2) Composition de la *Commission permanente des Affaires Étrangères* : MM. Brunet, président, Brunfaut, Carton de Wiart, Destree, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Franck, Galopin, Hubin, Hymans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Standaert Troolet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercammen et Winaudy.

dire à l'Allemagne : « Payez, et nous nous retirons » ; rien ne prouve leur parfaite sincérité et l'absence chez eux de toute idée impérialiste, comme de voir l'évacuation de la Ruhr suivre de près l'exécution par l'Allemagne des obligations qu'elle avait contractées.

Il nous faut rendre hommage à ceux qui, par un souci constant des intérêts belges, ont, depuis l'origine, à travers des difficultés sans nombre, défendu les droits de la Nation à de justes quoique bien insuffisantes réparations.

De grandes et solennelles promesses avaient été faites pendant la guerre à la Belgique, tant que paraissait indispensable l'appoint de son armée, l'appoint surtout de son prestige moral devant le monde.

Mais déjà au Congrès de Versailles, il fallut toute l'énergie des représentants de la Belgique pour obtenir les deux choses essentielles à notre relèvement : la libération de nos dettes de guerre et la priorité.

Qui ne se souvient que ce fut seulement après deux suspensions de séance et l'intention manifeste de nos délégués de se retirer à la dernière heure du Congrès de Versailles, qu'on fit droit à cette double revendication, pourtant si légitime ?

Et depuis lors que de péripéties, les intrigues sans nombre pour diviser les Alliés, la résistance de l'Allemagne, qui faillit faire de la Ruhr une aventure sans issue, la politique de M. Streseman renonçant à la résistance passive, la demande de moratorium et, brochant sur le tout, le plan de réparations élaboré en Angleterre suivi des Conférences de Londres et de Paris en 1922-23.

Entretiens. le Gouvernement belge poursuivant avec ténacité son idée d'un règlement aussi prompt que possible des réparations, malgré les divergences de vue des Alliés, mettait en action le travail technique indispensable pour édifier un système constructif du problème que d'aucuns disaient insoluble. Les études techniques belges établirent lumineusement que l'Allemagne pouvait payer et comment elle pouvait payer, pratiquement, elles aboutirent au plan Dawes qui a, finalement, solutionné la question des réparations.

Mais il sera dit que l'après-guerre réserve à la Belgique les plus amères déceptions ; au moment même où l'Allemagne s'exécute et où l'occupation de la Ruhr prend fin, voici que les États-Unis d'Amérique réclament à la Belgique le payement des dettes de guerre.

Or, nous venons de dire dans quelles circonstances éniouvantes les représentants de la Belgique avaient subordonné à l'annulation des dettes de guerre leur adhésion au Traité de Versailles qui porte la signature du président Wilson et de quatre citoyens américains, dont un secrétaire d'État.

Aussi la Commission après avoir pris connaissance des appréciations émises à ce sujet par M. de Wouters d'Oplinter dans son rapport sur la Dette Publique a adhéré pleinement et unanimement à ces observations.

La Commission émet le vœu qu'en toute hypothèse ce différend, qui émeut si profondément l'opinion publique belge, puisse se régler dans des conditions favorables et minutieusement mesurées aux possibilités du pays.

Telle est l'ombre noire projetée soudainement sur la satisfaction que devait éprouver le pays en présence de la solution finale si longtemps attendue du problème des réparations.

Quant à la question de sécurité, elle semble devoir entrer à son tour dans une phase active. Les tractations sont en cours et la Commission permanente des

Affaires Étrangères s'est toujours intéressée aux évolutions successives de ce grave problème. Une série de questions très précises ont été posées à ce sujet, par l'un de ses membres l'honorable M. Jaspar, à M. le Ministre des Affaires Étrangères, Le Parlement a connaissance des réponses faites à ces questions par M. le Ministre Vandervelde; elles éclaireissent le problème dans toute la mesure où, pour l'heure, le chef du Département a cru pouvoir en saisir l'opinion publique.

UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

La Commission permanente des Affaires Étrangères ne pouvait pas ne pas s'occuper des conversations engagées au sujet de la Convention Économique Belgo-Luxembourgeoise. Cette Convention qui fut longuement discutée par la Commission des Affaires Étrangères, en 1921, est encore trop récente pour que les termes et la portée de ses dispositions ne soient présents à la mémoire des membres de la législature.

Faut-il ajouter que c'est dans un esprit d'extrême bienveillance et de grande sympathie que doivent être envisagés les desiderata luxembourgeois et qu'il est de notre devoir d'y donner satisfaction dans toute la mesure possible?

Il est, toutefois, un principe dont on ne peut se départir, c'est le respect des conventions qui sont la loi des parties plus encore pour les États que pour les particuliers.

La Convention belgo-luxembourgeoise a été signée pour une durée de cinquante ans; il n'y a pas trois années qu'elle est en voie d'exécution. Elle ne peut avoir donné sa mesure dans des conditions qui permettent d'apprécier ses pleins effets.

Par ailleurs, toute convention économique rencontre à ses débuts des difficultés d'application, il n'en pouvait être autrement pour le Grand-Duché surtout; après une union de plus de quatre-vingts ans avec le *Zollverein*, il avait à modifier soudain son orientation économique vers un état de choses nouveau issu des événements de la guerre et des stipulations du Traité de Versailles.

Aussi le Gouvernement est-il assuré d'avance de l'appui de l'opinion publique belge en donnant satisfaction aux réclamations luxembourgeoises dans ce qu'elles auraient de légitime, notamment en ce qui concerne les vœux des viticulteurs et des agriculteurs, les questions de tarifs de transport et de formalités douanières.

Mais il nous paraît que la Belgique ne saurait transiger sur les droits et obligations qui résultent de la Convention Économique en ce qui concerne le paiement des intérêts annuellement dus par le Grand-Duché et la question ferroviaire.

A.

La question des 3 1/2 millions d'intérêts.

Au moment où le Grand-Duché se sépara de l'Allemagne, en sortant du *Zollverein*, sa monnaie officielle était le mark, il en avait en circulation pour 200 millions. Le Gouvernement grand-ducal mit la monnaie allemande hors

cours et en fit le retrait contre des bons de caisse émis au taux de fr. 1.25 le mark.

Quand se posa la question de l'Union Économique avec la Belgique, le Grand-Duché — pays trop exigü pour créer une monnaie spéciale à l'usage de ses 250 mille habitants — décida, sans renoncer à son droit souverain de battre monnaie, d'adopter le franc belge. Notre Gouvernement s'engagea à faire, à concurrence de 175 millions, les avances nécessaires, avances qui devaient servir à rembourser, en francs belges, les bons provisoires émis.

Voici comment s'exprime, au sujet de cette opération, l'article 22 de la Convention Économique : « En vue de permettre au Gouvernement luxembourgeois » d'opérer l'échange des billets provisoires, actuellement en circulation, provenant de l'échange des marks, contre des billets de banque belges, le Gouvernement luxembourgeois créera un emprunt de 175 millions de francs qui sera » émis en Belgique par les soins de la Banque Nationale au taux nécessaire pour » le placement.

» Le Gouvernement luxembourgeois recevra le produit de cet emprunt en » billets de banque belges. Quelle que soit la charge réelle de cet emprunt, le » Gouvernement luxembourgeois n'aura à payer que 2 p. c. d'intérêt par an. »

Il est donc clair, que pour faire face à sa situation monétaire, l'État grand-ducal a contracté avec la Belgique *un emprunt*, pour lequel il a été concédé un intérêt de faveur de 2 pour cent.

Il nous souvient, qu'en 1921, cette générosité a été l'objet d'observations critiques au sein de la Commission permanente des Affaires Étrangères, où il fut soutenu que cette opération mettait la Belgique annuellement en déficit de 7 millions.

Il suffit de cet exposé pour établir combien toute réclamation qui tendrait à critiquer — en vue de s'y soustraire — l'obligation de payer les intérêts à 2 p. c. des 175 millions avancés contre intérêts au Grand-Duché serait inacceptable.

On a dit dans la Presse que ces 175 millions ne correspondent à aucune contre-valeur ; nous répondons, en principe, qu'un contrat est un contrat et qu'il est inadmissible que s'étant engagé en pleine liberté et en des termes qui ne prêtent à aucune équivoque, on en vienne à nier le sens des mots et la nature juridique de l'engagement souscrit.

Bien plus, il est entièrement inexact de dire que le fait d'avoir remis 175 millions au Luxembourg n'entraîne pas de sacrifices pour la Belgique : en effet, cette somme augmente de tout son import les charges financières de notre pays qui ne peut évidemment trouver du crédit à un intérêt de 2 p. c. L'arrêté royal d'exécution de l'emprunt, en date du 30 juillet 1922, fixe d'ailleurs la part annuelle de la Belgique dans la charge d'intérêts des obligations de l'emprunt luxembourgeois à 7.187.080 francs.

Enfin, dans tout Traité les différentes clauses forment un ensemble à caractère compensatoire, et il est contraire au droit comme à l'équité d'invoquer une prétendue lésion sur un point déterminé, sans tenir compte des stipulations du Traité tout entier.

B.

La question ferroviaire.

C'est au Pouvoir exécutif qu'il appartient de négocier la convention relative à l'exploitation du réseau ferré luxembourgeois et, ici encore, tout ce qui est de nature à donner satisfaction au Grand-Duché rencontrera les sympathies belges.

Rappelons brièvement comment la question ferroviaire est située dans le cadre du traité du 25 juillet 1921.

Le réseau luxembourgeois à section normale mesure 397 kilomètres partagés par moitié entre la Société du Prince Henri (193 kilom.) et la Société des chemins de fer du Guillaume-Luxembourg (194 kilom.).

Cette dernière avait concédé son exploitation à une administration allemande ; la Société du Prince Henri exploitant elle-même avec son propre matériel.

Lors des négociations du Traité d'Union, après de longues négociations, les parties contractantes se sont mises d'accord, sur les termes de l'article 24 dont voici le texte :

« L'exploitation de tout le réseau des chemins de fer luxembourgeois à section normale fera l'objet d'un arrangement entre les deux pays en vue d'assurer la dite exploitation avec le concours de la Société luxembourgeoise Prince-Henri. Si cet arrangement n'est pas conclu dans le délai de six mois à dater de la signature de la présente Convention ou à une date plus rapprochée au cas où le Gouvernement luxembourgeois en exprimerait le désir, le Gouvernement belge assurera provisoirement l'exploitation du Guillaume-Luxembourg par les soins de l'administration des chemins de fer de l'État belge, aux conditions actuelles. »

Une Convention définitive est intervenue le 14 octobre 1924, sous la signature de MM. Paul Hymans et Reuter, Président du Gouvernement luxembourgeois. Tenant compte de l'importance des chemins de fer luxembourgeois, véritable « plaque tournante de l'Europe occidentale » commandant une grande partie de l'arrière-pays d'Anvers, la Convention sauvegarde les intérêts belges susceptibles d'être affectés par le futur régime du réseau luxembourgeois.

L'exploitation du réseau unifié est confiée à la Société luxembourgeoise Prince-Henri, mais un Comité administratif composé de deux délégués de chaque Gouvernement et où les délégués belges ont voix prépondérante, aura à régler les questions suivantes :

1° Les mesures de tarif relatives au trafic entre la Belgique, ou en transit par la Belgique d'une part, et les au-delà du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part ;

2° Les mesures pouvant provoquer au détriment de la voie belge le détournement des transports auxquels celle-ci peut prétendre à égalité de prix ;

3° Les Conventions avec les chemins de fer étrangers au sujet de l'acheminement et du partage du trafic ;

4° L'établissement, l'horaire et la composition des trains internationaux de voyageurs et de marchandises, directs, actuels et futurs transitant par le Grand-Duché de Luxembourg entre la Belgique et ses au-delà d'une part, et les au-delà du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, ainsi que les relations internationales en transit par le Grand-Duché de Luxembourg pouvant concurrencer les relations internationales par la Belgique.

Pour le règlement de toutes autres questions rentrant dans la compétence du Comité administratif, la voix luxembourgeoise sera prépondérante.

On sait que cette Convention ne fut pas ratifiée par la majorité du Parlement luxembourgeois, ce qui eut pour conséquence la dissolution de la Chambre et l'avènement d'un nouveau Ministère, présidé par M. Prüm.

Aujourd'hui que des conversations sont en cours entre les deux Gouvernements, la Commission permanente des Affaires Etrangères est heureuse de constater que les négociations se poursuivent dans un esprit amical et exclusivement dans le cadre du traité de 1921.

Il ne sera donc pas question de modifier le Traité d'Union Economique. Les intérêts belges, surtout ceux du port d'Anvers, sont si gravement engagés dans la question ferroviaire luxembourgeoise, qu'aucune transaction sur la situation très nette prévue au Traité n'est possible.

Il en va tout autrement de certaines modalités d'application.

Bref, envisageant l'ensemble des réclamations luxembourgeoises, on résumerait assez exactement la situation par cette formule topique : la Belgique peut consentir à mettre de l'huile dans les rouages, elle ne peut admettre d'en remplacer aucun.

TRAITÉS DE COMMERCE.

Notre politique étrangère, dont la branche économique est des plus vitales pour le relèvement du pays, doit viser, avec un grand esprit d'initiative et d'activité, à étendre et à faciliter nos relations commerciales à l'extérieur aux conditions les plus profitables pour notre commerce et notre industrie.

Voici quelques renseignements sur le mouvement de nos traités de commerce en cette dernière année, tels qu'ils nous sont fournis par le Département, à la suite de questions posées par votre rapporteur :

1° a) *Japon*. — Un traité de commerce et de navigation avec le Japon a été signé le 27 juin 1924. Il doit entrer en vigueur deux mois après l'échange des ratifications, qui a eu lieu le 30 mai 1925;

b) *Egypte*. — Le Gouvernement belge a soumis, en 1923, au Gouvernement égyptien ses propositions au sujet de la revision de la Convention de Commerce et de Navigation conclue le 24 juin 1891 entre la Belgique et l'Egypte. Des pourparlers doivent s'engager à ce sujet au Caire;

c) *Siam*. — Le Gouvernement belge, saisi par le Gouvernement siamois d'un projet de revision du traité de commerce conclu le 29 août 1868, a adressé ses contre-propositions au Gouvernement siamois en mai 1925.

2° Aucun traité de commerce n'a été conclu jusqu'ici avec l'Irlande. Le Gouvernement étudie les ouvertures qui lui ont été faites à ce sujet par le Gouvernement irlandais.

3° Le Gouvernement, qui suit de près le développement de nos relations commerciales avec l'Union Sud-Africaine, n'a reçu jusqu'ici aucune indication lui permettant de penser qu'il fût possible de conclure un traité de commerce avec ce Dominion.

4° Des négociations verbales s'engageront à la fin de ce mois à Bruxelles avec une délégation tchécoslovaque en vue de la conclusion d'un traité de commerce;

5° Comme faits saillants durant l'année 1924-1925, en ce qui concerne nos accords commerciaux, il y a lieu de signaler :

a) *Nos modus vivendi du 24 octobre 1924, et du 4 avril 1925 avec la France.* Ces deux arrangements sont complémentaires. Ils ont pour objet d'atténuer le préjudice que pourraient porter aux relations commerciales entre la France et l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, le nouveau tarif douanier de l'Union Économique, d'autre part, les relèvements de droits de douane envisagés par la France en prévision de l'accord commercial qu'elle doit conclure avec l'Allemagne.

b) *Notre modus vivendi du 24 avril 1925 avec l'Espagne.* Cet arrangement a mis fin aux difficultés qui étaient survenues dans les relations entre les deux pays à la fin de 1924;

c) *L'Accord commercial provisoire du 4 avril 1925 avec l'Allemagne,* qui établit le régime conventionnel de nos relations économiques avec le Reich, qui ont été régies jusqu'au 10 janvier 1925 par des dispositions du Traité de Versailles;

d) *Le traité de commerce et de navigation conclu le 7 juillet 1925 avec la Lettonie.*

PROPAGANDE INTELLECTUELLE A L'ÉTRANGER.

La question de nos relations intellectuelles et artistiques avec l'étranger a fait l'objet d'un échange d'observations au sein de la Commission et un membre a suggéré l'idée d'établir à ce sujet la liaison entre le Département des Sciences et Arts et celui des Affaires Étrangères.

Nos relations intellectuelles et artistiques avec les autres pays sont de celles qui doivent avoir une répercussion heureuse sur nos amitiés à l'extérieur et éveiller l'intérêt et les sympathies des peuples à l'endroit de la Belgique. Sans doute objectera-t-on les difficultés financières de l'heure qui ne permettent pas de donner à cette question tout l'appui qu'elle mérite; les dépenses qui paraissent plutôt d'un genre somptuaire devront être rigoureusement bannies de nos budgets.

Mais ici l'initiative privée peut beaucoup, et on ne saurait assez faire appel à son action pour vivifier au dehors cette propagande.

On sait combien sont multiples nos organismes de liaison scientifique, intellectuelle et artistique avec la France. Rien ne peut mieux contribuer à raffermir les liens que nous lient à la grande nation voisine et alliée.

Citons encore, à titre d'exemple, l'activité de l'*Union Anglo-Belge* qui, depuis la guerre, n'a cessé d'entretenir avec les Britanniques des relations qui ont abouti à de nombreuses conférences anglaises en Belgique, à des représentations d'œuvres de Shakespeare à Bruxelles, au don, par son auteur Sir Georges Frampton, du monument *Peter Pan*, à l'érection du mémorial au « Vindicative » etc., tandis que des propagandistes belges distingués s'en allaient, par toute l'Angleterre, parler de notre Patrie, de son histoire, de son art, de ses écrivains. L'*Union Anglo-Belge* annonce, pour l'hiver prochain, toute une série

de conférences d'ordre scientifique et littéraire qui seront données par des Belges en Grande-Bretagne. Cet effort louable peut être cité en exemple parce qu'il ne demande rien au Trésor et parce qu'il accentue heureusement les relations avec un grand peuple ami chez qui, à cause de la différence de langue, on fréquente moins, mais qu'il suffit de connaître de près pour l'apprécier avec le plus vif intérêt et une grande sympathie.

Ces efforts de l'initiative privée devraient être étendus de plus en plus à d'autres nations et spécialement à la Hollande; ils sont de nature, avec l'appui moral du Gouvernement et de nos représentants au dehors, à rendre de précieux services au pays, surtout s'ils peuvent se dégager de l'esprit de parti, et n'avoir d'autre but que de faire connaître et aimer la Belgique au delà de ses frontières tout en relevant chez nous le niveau intellectuel et artistique par la fréquentation des écrivains, des savants et artistes étrangers.

*
*
*

Le budget des Affaires Étrangères a été voté en Commission par neuf voix et quatre abstentions.

L'un des membres de la Commission a déclaré s'abstenir parce que M. le Ministre des Affaires Étrangères n'avait pas répondu à la question de savoir si, sous sa direction, l'adhésion de la Belgique aux problèmes extérieurs serait subordonnée au satisfecit préalable du parti socialiste.

Le Rapporteur,

EUG. STANDAERT.

Le Président,

E. BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1924 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN
UITGEBRACHT (2), DOOR DEN HEER **STANDAERT**.

MIJNE HEEREN,

ALGEMEENE POLITIEK.

Van af den dag dat België met zijn volle onafhankelijkheid uit de oorlogsramp is gekomen en zijne wonden tracht te heelen, beheerschen twee vraagstukken heel zijn buitenlandsche politiek : het herstel van de veroorzaakte schade en de veiligheid van ons nationaal bestaan in de toekomst.

Het eerste van deze vraagstukken heeft eindelijk zijn definitieve oplossing gekregen : een akkoord over de aan België toekomende vergoedingen, eerlijke uitvoering van dit akkoord, waarin wij vertrouwen mogen hebben, en dienvolgens afzien van de dwangmaatregelen die waren getroffen in overleg met Frankrijk om Duitschland er toe te brengen zijn verplichtingen na te komen.

De Roerbezetting loopt ten einde ; zij werd beschouwd als eene noodzakelijkheid na het mislukken van vier jaar lang gematigde politiek en geduld, en zij sluit op stuk van zaken niet met een financieel deficit, maar toch zal de openbare meening tevreden zijn dat het afgelopen is.

Degenen die de verantwoordelijkheid van de Roerexpeditie hebben op zich

(1) Begrooting, n° 4v (1924-1925), door den Senaat overgemaakt.

(2) De *Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken*, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Brunfaut, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Franck, Galopin, Hubin, Hymans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercammen en Winandy.

genomen, hebben niet opgehouden aan Duitschland te zeggen : « Betaal en wij trekken ons terug »; uit niets zou beter hunne volle openhartigheid blijken evenals de afwezigheid bij hen van alle imperialistische gedachte, dan wanneer de ontruiming van de Ruhr dra wordt gevolgd door de naleving vanwege Duitschland van de aangegane verplichtingen.

Wij mogen hulde brengen aan hen die, van den beginne af, zich bij voortduur hebben bekommerd om de Belgische belangen en door alle moeilijkheden heen de rechten onzer Natie op rechtvaardige doch ongenoegzame vergoedingen hebben verdedigd.

Zoo onontbeerlijk scheen de steun van ons leger, vooral zijn zedelijke steun in de oogen van de wereld, dat tijdens den oorlog de plechtigste beloften aan België werden gedaan.

Doch reeds op het Congres van Versailles moesten de vertegenwoordigers van België al hunne krachtdadigheid aan den dag leggen om de twee hoofdzaken te bekomen die noodig waren voor onze heropleving : de ontheffing van onze oorlogsschulden en het prioriteitsrecht.

Wien geheugt het niet meer dat, om dezen dubbelen en zoo billijken eisch tot zijn recht te doen komen, het noodig was twee maal de vergadering te schorsen en dat onze vertegenwoordigers te laatster ure met terugtrekking uit het Congres moesten dreigen?

En sedertdien waren het niet dan wisselvalligheden : voortdurend geknoei om de Geallieerden te verdeelen; verzet van Duitschland dat op het punt stond van de Ruhrquaestie een avontuur zonder uitkomst te maken; de politiek van Stresemann die afzag van den passieven weerstand; de vraag om moratorium en dat alles bekroond met het plan tot herstel in England uitgewerkt gevolgd van de Conferentiën van Londen en Parijs in 1922-1923.

Intusschen vervolgde de Belgische Regeering met onverdroten hardnekkigheid haren wil om zoo spoedig mogelijk het herstelvraagstuk op te lossen, ondanks de verscheidenheid van meening der Geallieerden, en zette het noodzakelijk technisch werk in gang om een stelsel op te bouwen van het vraagstuk dat sommige als onoplosbaar aanzagen. De technische studiën der Belgen bewezen klaar dat Duitschland betalen kon en hoe het betalen kon; practischerwijs vloeide daaruit het Dawes-plan dat ten slotte het herstel-vraagstuk heeft opgelost.

De na-oorlog moest echter aan België de bitterste ontgoochelingen bezorgen; op het oogenblik zelf dat Duitschland toegeeft en de bezetting van de Ruhr een einde neemt, eischen de Vereenigde-Staten van Amerika dat België zijne oorlogsschuld betaalt.

Nu, wij zegden daareven onder welke plechtige omstandigheden België's vertegenwoordigers hunne toetreding tot het Verdrag van Versailles hadden afhankelijk gemaakt van de kwijtschelding der oorlogsschuld, welk verdrag de handteekening draagt van President Wilson en van vier Amerikaansche ingezetenen waaronder een Staatssecretaris.

Ook heeft de Commissie, na kennis te hebben genomen van de beschouwingen welke de heer de Wouters d'Oplinter haar in zijn verslag had overgemaakt, volmondig deze opmerkingen beaamd.

De Commissie drukt den wensch uit dat in ieder geval dit geschil, dat de

Belgische bevolking zoo diep heeft ontroerd, zou geregeld worden onder gematigde voorwaarden, zorgvuldig gemeten aan wat ons land doen kan.

Dit is de zwarte schaduw die eensklaps neerkomt over de stemming van tevredenheid die het land moest ondervinden ten aanzien van de zoo lang verwachte eindregeling van het herstel-vraagstuk.

Wat de kwestie van de veiligheid betreft schijnt men ook eene beslissende oplossing nabij te zijn. De onderhandelingen zijn aan den gang en de Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken heeft met belangstelling al de evoluties gevolgd van dit belangrijke vraagstuk. Daarover werden onlangs eene reeks zeer preciese vragen gesteld aan het Departement van Buitenlandsche Zaken, door een harer leden, den heer Jaspar. Het Parlement heeft het antwoord van den heer Vandervelde op deze vragen gelezen; zij helderen de kwestie op in de mate waarop thans het hoofd van dit Departement heeft gemeend het voor de openbare opinie te kunnen doen.

VERBOND TUSSCHEN BELGIË EN LUXEMBURG.

De Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken moest zich onvermijdelijk bezig houden met de aan den gang zijnde onderhandelingen tusschen België en Luxemburg betreffende de Economische Overeenkomst. Deze Overeenkomst, welke uitvoerig werd behandeld door de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken in 1921, is van zoo jongen datum dat de termen en de beteekenis harer bepalingen nog versch in het geheugen zitten der Parlementsleden.

Het zal wel overbodig zijn hier te verklaren, dat de Luxemburgsche voorstellen met de uiterste welwillendheid en sympathie dienen te worden bejegend en dat wij tot plicht hebben daaraan in de mate van het mogelijke voldoening te schenken.

Er bestaat echter een beginsel waarvan men niet mag afwijken, en dat is de eerbied voor de overeenkomsten die de partijen beheerschen, meer nog wanneer het Staten dan wel eenvoudige partikulieren geldt.

De Belgisch-Luxemburgsche Overeenkomst werd gesloten voor een termijn van vijftig jaren; zij is echter nog geen drie jaren van kracht; daarom ook is het niet mogelijk van nu af reeds de volle uitwerking er van vast te stellen.

Anderzijds stuit elke economische overeenkomst in den beginne op bezwaren van toepassing; het kon dan ook niet anders vooral wanneer het 't Groot-hertogdom gold; deze Staat, na meer dan tachtig jaren te hebben geleefd onder 't beheer van het Zollverein, moest opeens zijne economische richting wijzigen naar een nieuwen staat van zaken die het gevolg was der oorlogsgebeurtenissen en der bepalingen van het Verdrag van Versailles.

Ook is de Regeering vooraf overtuigd dat zij op den steun der Belgische volksmeening zal kunnen rekenen om voldoening te schenken aan het billijke van de Luxemburgsche eischen, inzonderheid waar het gaat over de wenschen der wijnbouwers en der landbouwers, alsmede over de vervoertarieven en de tolvereischen.

Maar, onzes dunkens, kan België niet toegeven op het stuk van de rechten en verplichtingen die voortspuiten uit de Economische Overeenkomst, wat betreft de betaling der interesten welke het Groothertogdom ons jaarlijks verschuldigd is, alsmede wat het spoorwegvraagstuk aangaat.

A.

Het vraagstuk van de 3 1/2 miljoen interest.

Toen het Groothertogdom van Duitschland scheidde door de opzegging van het Zollverein, was zijne officieele munt de mark, waarvan een bedrag van 200 miljoen in omloop was. De Groothertogelijke Regeering schafte de Duitsehe munt af en wisselde ze in tegen kasbons uitgegeven tegen fr. 1.25 de mark.

Toen het vraagstuk der Economische Overeenkomst met België werd gesteld, besliste het Groothertogdom — dat een te geringe Staat is om een bijzondere munt te slaan ten gebruike van zijne 250 duizend inwoners — den Belgischen frank aan te nemen, zonder daarom zijn soeverein recht van munt te slaan op te geven. Onze Regeering nam de verbintenis op zich, een voorschot te doen van 175 miljoen om de voorloopige bons in Belgische franks uit te betalen.

Over deze verrichting luidt artikel 22 der Economische Overeenkomst als volgt :

« Ten einde aan de Luxemburgsche Regeering toe te laten de thans in omloop » zijnde voorloopige biljetten, die voortkomen van de uitwisseling der marken » tegen Belgische bankbiljetten, uit te wisselen, zal de Luxemburgsche Regeering » eene leening van honderd vijf-en zeventig miljoen frank instellen, dewelke » in België door de zorgen der Nationale Bank en tegen den voor de plaatsing » gevergden interest, zal uitgeschreven worden. De Luxemburgsche Regeering » zal de opbrengst van deze leening in Belgische bankbiljetten ontvangen.

» Welke ook de wezenlijke last dezer leening moge zijn, zal de Luxemburgsche » Regeering slechts 2 t. h. per jaar te betalen hebben. »

Het is dus klaar dat de Groothertogelijke Staat, om zijn munttoestand te verhelpen, met België *eene leening* heeft aangegaan, waarvoor hij als interest slechts 2 t. h., intrest, zijnde een gunstinterest, hoeft te betalen.

Het geheugt ons nog dat deze mildheid in 1921 aanleiding gaf tot bezwaren bij de Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken, waar men beweerde, dat deze verrichting aan België jaarlijks 7 miljoen kostte.

Daaruit blijkt genoegzaam dat elke vraag om zich aan die verplichting van 2 t. h. interest voor de 175 miljoen te onttrekken, niet aanneembaar is.

In de bladen wordt gezegd, dat deze 175 miljoen niet overeenkomen met eene tegenwaarde ; in beginsel antwoorden wij daarop dat eene overeenkomst eene overeenkomst is en het niet aan te nemen is dat wie zich verbonden heeft met vrijen wil en met woorden die geen twijfel overlaten, de beteekenis der woorden en den juridischen aard der geteekende verbintenis zou loochenen.

Het is bovendien volkomen onjuist te beweren dat de leening van 175 miljoen aan Luxemburg voor België geene offers vraagt ; inderdaad, deze som vermeerderd de financieele lasten van ons land dat natuurlijk geen crediet tegen 2 t. h. vinden kan. Overigens, het Koninklijk besluit ter uitvoering van de leening, in dato van 30 Juli 1922, bepaalt het jaarlijksch aandeel van België in den last der interesten van de obligatiën der Luxemburgsche leening van 7.187.080 frank.

Ten slotte maken de verschillende bepalingen van elk verdrag een geheel uit van elkaar vergoedende beschikkingen, en het ware tegen alle recht en billijkheid een zoogezegd nadeel op een bepaald punt te doen gelden zonder al de bepalingen van geheel het Verdrag in acht te nemen.

B.

Het Spoorwégvraagstuk.

De Uitvoerende Macht heeft het recht te onderhandelen over de overeenkomst betreffende het Luxemburgsch spoorwegnet, en hier ook zal alles wat aan het Groothertogdom eenigszins voldoening kan schenken in België gunstig onthaald worden.

Herhalen wij in 't kort hoe de spoorwegkwestie geplaatst is in het kader van het Verdrag van 25 Juli 1921.

Het Luxemburgsch spoorwegnet van normale sectie bedraagt 397 kilometer, over de helft verdeeld tusschen de Maatschappij « Prince-Henri » (193 kilom.) en de Maatschappij « Les Chemins de fer du Guillaume-Luxembourg » (194 kilom.).

Laatstgenoemde had hare exploitatie in concessie gegeven aan het Duitse beheer, terwijl de Maatschappij « Prince-Henri » zelf met eigen materieel exploiteerde.

Bij de onderhandelingen over het Verbondsverdrag, hebben de contracteerende partijen, na lange besprekingen, zich akkoord gesteld over den tekst van artikel 24 welke luidde :

« De exploitatie van heel het Luxemburgsch spoorwegnet van normale sectie zal » het voorwerp uitmaken van eene overeenkomst tusschen de twee landen om » genoemde exploitatie te verzekeren met de medehulp van de Luxemburgsche » maatschappij « Prince-Henri ». Wordt die overeenkomst niet gesloten binnen » den termijn van zes maand na de onderteekening van deze overeenkomst of op » een meer nabijden datum zoo de Luxemburgsche Regeering daartoe den wensch » liet kennen, zal de Belgische Regeering voorloopig de exploitatie verzekeren » van de « Guillaume-Luxembourg », door de zorgen van het Beheer der » Belgische Staatsspoorwegen, aan de tegenwoordige voorwaarden ».

Eene definitieve Overeenkomst werd gesloten op 14 October 1924, ondertee-kend door de heeren Paul Hymans en Reuter, voorzitter van de Luxemburgsche Regeering. Met inachtneming van de belangrijkheid der Luxemburgsche spoor-wegen, de werkelijke « draai-plaat » van West-Europa, en welke een groot gedeelte van het hinterland van Antwerpen beheerschen, worden de Bel-gische belangen die eenigen invloed zouden kunnen ondergaan door het toe-komstig régime van het Luxemburgsche spoorwegnet, door de Overeenkomst gevrijwaard.

De exploitatie van het eengemaakte net wordt toevertrouwd aan de Luxem-burgsche Maatschappij « Prince-Henri », maar een Bestuurscomiteit samengesteld uit twee afgevaardigden van elke Regeering, en waarbij de Belgische afgevaar-digden overwegende invloed hebben, zal de volgende vraagstukken hebben te regelen :

1° De tariefmaatregelen betreffende het verkeer tusschen België, of van den doorvoer door België eenerzijds, en de landen verder dan het Groothertogdom Luxemburg anderzijds ;

2° De maatregelen die ten nadeele van het Belgisch net het afleiden kan veroor-zaken van vervoer waarop België, met gelijke prijzen, aanspraak kan maken ;

3° De Overeenkomsten met de buitenlandsche Spoorwegen betreffende den te volgen weg en de verdeeling van het verkeer ;

4° Het aanleggen, de uurtabel, de samenstelling van al de rechtstreeksche internationale reizigers- en goederentreinen, van nu en later, welke door het Groot-hertogdom Luxemburg rijden, tusschen België en de verdere landen eenerzijds, en de landen verder dan het Groot-hertogdom Luxemburg anderzijds, evenals de internationale transito-verbindingen door het Groot-hertogdom Luxemburg, die mededinging kunnen uitoefenen met de internationale verbindingen door België.

Voor de regeling van alle andere vraagstukken behorende tot de bevoegdheid van het Bestuurscomité, zal de meening der Luxemburgsche afgevaardigden overwegend zijn.

Men weet dat deze overeenkomst niet werd bekrachtigd door de meerderheid van het Luxemburgsch Parlement, wat voor gevolg had de ontbinding van de Kamer en de aanstelling van een nieuwe Regeering, voorgezeten door den heer Prüm.

Nu de besprekingen aan den gang zijn tusschen beide Regeeringen, stelt de Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken met genoegen vast dat de onderhandelingen op vriendschappelijken voet en uitsluitend in het kader van het verdrag van 1921 worden voortgezet.

Er zal dus geen kwestie van zijn het Verdrag van Economisch Verbond te wijzigen. De Belgische belangen, vooral deze van de haven van Antwerpen, zijn zoo ernstig betrokken in het vraagstuk der Luxemburgsche spoorwegen, dat geene toegeving over den zeer duidelijken toestand, voorzien in het Verdrag, mogelijk is.

Gansch anders is het gelegen met sommige wijzen van toepassing. Kortom, met inachtneming van het geheel der Luxemburgsche bezwaren, zou men den toestand tamelijk juist samenvatten met te verklaren : België kan wel toelaten dat het raderwerk verbeterd wordt, maar het kan niet toelaten dat er een wiel van vervangen wordt.

HANDELSVERDRAGEN.

Onze buitenlandsche politiek, waarvan de economische kwestie een van de eerste levensvraagstukken is voor het herstel van het land, moet er op gericht zijn om met een ruimen ondernemingsgeest en veel krachtdadigheid onze handelsbetrekkingen met het buitenland uit te breiden en te vergemakkelijken aan de voor onze industrie en onzen handel de meest gunstige voorwaarden.

Ziehier eenige inlichtingen over onze handelsverdragen van het laatste jaar, zooals zij ons door het Departement werden aan de hand gedaan ten gevolge van vragen door uw verslaggever gesteld.

1° a) *Japan*. — Een handels- en scheepvaartverdrag werd met Japan gesloten op 27 Juni 1924. Het treedt in werking twee maand na de wederzijdsche mededeeling van de bekrachtiging, die plaats had op 30 Mei 1925 ;

b) *Egypte*. — De Belgische Regeering heeft in 1923 aan de Egyptische Regeering hare voorstellen onderworpen betreffende de herziening van de handels- en scheepvaartovereenkomst, gesloten op 24 Juni 1891, tusschen België en Egypte. Onderhandelingen zullen daarover aangeknoopt worden in Caïro ;

c) *Siam*. — De Belgische Regeering ontving van de Regeering van Siam een ontwerp tot herziening van het handelsverdrag, gesloten op 29 Augustus 1868, en heeft hare tegenvoorstellen aan de Siamse Regeering gezonden in Mei 1925.

2° Met Ierland werd tot hiertoe geen handelsverdrag gesloten. De Regeering onderzoekt de voorstellen haar dienaangaande gedaan door de Iersche Regeering.

3° De Regeering, die de ontwikkeling van onze handelsbetrekkingen met de Unie van Zuid-Afrika volgt, heeft tot hiertoe geene enkele aanwijzing gekregen waaruit zij kan besluiten dat het mogelijk is met dit Dominion een handelsverdrag te sluiten.

4° Mondelinge onderhandelingen zullen einde dezer maand te Brussel plaats hebben met eene afvaardiging uit Tsjecho-Slowakije, met het oog op het sluiten van een handelsverdrag.

5° Als merkwaardige feiten van het jaar 1924-1925, wat betreft onze handelsverdragen, dienen vermeld :

a) *Onze modus vivendi van 24 October 1924, en van 4 April 1925 met Frankrijk*. — Deze beide regelingen zijn van aanvullenden aard. Zij hebben ten doel het nadeel te temperen dat op de handelsbetrekkingen tusschen Frankrijk en het Belgo-Luxemburgsch Economisch Verbond, hebben kan, eendeels het nieuw toltarief van het Economisch Verbond, anderdeels de verhooging der tolrechten welke Frankrijk voorziet in zijn handelsverdrag met Duitschland.

b) *Onze modus vivendi van 24 April 1925 met Spanje*. — Daardoor werden de moeilijkheden geregeld die einde 1924 opgerezen waren in de betrekkingen tusschen de beide landen.

c) *Het voorloopig handelsverdrag van 4 April 1925 met Duitschland*, waardoor onze economische betrekkingen met het Reich bij overeenkomst worden geregeld; deze werden tot 10 Januari 1925 beheerscht door de bepalingen van het Verdrag van Versailles.

d) *Het handels- en zeevaartverdrag den 7^e Juli 1925 met Litauen gesloten*.

INTELLECTUEELE PROPAGANDA IN HET BUITENLAND.

Over het vraagstuk van onze intellectuele en artistieke betrekkingen met het buitenland werd er in den schoot van de Commissie van gedachten gewisseld en een lid heeft het plan vooruitgezet in dien zin een verband tot stand te brengen tusschen het Departement van Wetenschappen en Kunsten en dit van Buitenlandsche Zaken.

Onze intellectuele en artistieke betrekkingen met de andere landen moeten een heilzamen weerslag hebben op onze vriendschapsverhoudingen in het buitenland, en de belangstelling en de genegenheid der volken ten aanzien van België opwekken. Maar, zal men opwerpen, de financieele bezwaren van het oogenblik laten niet toe aan deze kwestie den verdienden steun te geven; alle uitgaven die aan weelde-uitgaven lijken, moeten streng uit onze begrootingen geweerd worden.

Het privaat initiatief kan hier veel doen, en men kan niet genoeg beroep doen op zijne actie om deze propaganda in het buitenland aan te wakkeren.

Men weet hoe talrijk onze organismen zijn die ons op wetenschappelijk, intellectueel en artistiek gebied verbinden met Frankrijk. Niets kan beter de banden versterken tusschen België en het groote geallieerde buurvolk.

Laten wij verder als voorbeeld vermelden, het *Anglo Belgisch Verbond* waardoor wij sedert den oorlog voortdurend in betrekking zijn geweest met de Britten, hetgeen, eenerzijds, voor gevolg had, tal van Engelsche conferentiën in België, voorstellingen van werken van Shakespeare te Brussel, de gift van het monument Peter Pan vanwege zijn maker Sir Georges Frampton, de oprichting van den gedenkzuil aan de « Vindictive », enz. ; terwijl, anderzijds, uitnemende Belgische propagandisten door Engeland trokken om er te spreken over ons Vaderland, over onze geschiedenis, onze kunst, onze schrijvers. Naar het Anglo-Belgisch Verbond meldt, worden tijdens den eerstkomenden Winter door Belgen in Groot-Brittanië eene reeks conferentiën gehouden van wetenschappelijken en letterkundigen aard. Deze lofwaardige poging kan als voorbeeld dienen, vermits zij niets kost aan 's Lands Schatkist en zij de betrekkingen nauwer toehaalt met eene groote bevriende natie, waarmede men wegens het verschil van taal minder in voeling komt, doch die van zulken aard is dat het voldoende is ze van nabij te kennen om ze met hooge belangstelling en levendige sympathie te waardeeren.

Deze pogingen van het privaat initiatief dienden steeds meer te worden uitgebreid tot andere natiën en inzonderheid tot Holland ; sterk door den zedelijken steun van de Regeering en van onze vertegenwoordigers in het buitenland, kunnen zij kostbare diensten aan het land bewijzen, vooral indien zij zich kunnen losmaken van den partijgeest; en geen ander doel beoogen dan België ook buiten zijne grenzen te laten kennen en waardeeren, terwijl wij bij ons zelf het peil van de verstandelijke ontwikkeling en van den kunstzin willen verhoogen met in voeling te komen met buitenlandsche schrijvers, geleerden en kunstenaars.

. . .

Met negen stemmen en vier onthoudingen werd de Begrooting voor de Buitenlandsche Zaken door de Commissie aangenomen.

Een der leden van de Commissie heeft verklaard zich te onthouden omdat de Minister van Buitenlandsche Zaken niet geantwoord had op de vraag of, onder zijn ministerie, de toetreding van België tot de buitenlandsche vraagstukken al dan niet zou afhangen van de voorafgaande goedkeuring door de socialistische partij.

De Verslaggever,

EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

